



Le bulletin

DISPONIBLE SUR L'INTERNET
WWW.USMISSION.CH

Hebdomadaire

CETTE SEMAINE

17 DÉCEMBRE 2004

LES ETATS-UNIS ET LES MINES TERRESTRES

Aucun pays ne fait plus que les Etats-Unis pour réduire les conséquences des mines terrestres 1

LE MONDE NE DOIT PAS PERDRE DE VUE LA SITUATION AU DARFOUR

Les représentants de quatre organismes de défense des droits de l'homme évoquent la crise au Soudan. 2

L'AIDE DES ETATS-UNIS AU DÉVELOPPEMENT

Les Etats-Unis sont le premier pourvoyeur d'aide publique et d'aide du secteur privé..... 4

FORUM POUR L'AVENIR : LE MOYEN-ORIENT ÉLARGI ET LES PAYS DU G8 FORGENT UN PARTENARIAT

Les Etats-Unis s'engagent à appuyer la réforme au plan démocratique..... 6

IL FAUT RELANCER LA CAMPAGNE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Les gouvernements doivent vigoureusement faire respecter les lois en vigueur. 7

LES FÊTES DE L'ISLAM DE PLUS EN PLUS RECONNUES AUX ETATS-UNIS

Les pouvoirs publics, les entreprises, les écoles sont désormais plus enclins à accepter les pratiques religieuses des musulmans. 8

LES ETATS-UNIS ET LES MINES TERRESTRES

Aucun pays ne fait plus que les Etats-Unis pour réduire les conséquences des mines terrestres

Par Eric Green

Rédacteur du "Washington File"

Washington - Les Etats-Unis sont sur la ligne de front lorsqu'il s'agit de trouver une solution aux problèmes que posent les mines terrestres, affirme un haut responsable du département d'Etat, réfutant un éditorial récemment paru dans un quotidien américain prétendant le contraire.

Dans une lettre réfutant cet éditorial, publiée le 13 décembre dans le "Post-Gazette" de Pittsburgh, M. Richard Kidd, directeur du bureau du département d'Etat chargé des projets d'élimination d'armes et de réduction des armements, déclare que l'affirmation du journal selon laquelle le gouvernement des Etats-Unis contribuerait au problème mondial des mines terrestres est erronée.

En vérité, affirme M. Kidd, "aucun pays ne fait plus que les Etats-Unis pour réduire les effets néfastes des mines terrestres".

Ce pays, précise-t-il, a octroyé plus de 900 millions de dollars afin de mettre en oeuvre des programmes de déminage dans 46 pays, soit près de la moitié du total mondial consacré à cette cause.

Dans un éditorial intitulé "Lurking Danger/American Support is Needed to Ban Landmines" (Danger surnois : les Etats-Unis doivent apporter leur appui pour interdire les mines terrestres), publié le 2 décembre, le "Post-Gazette" dit que les Etats-Unis "comptent leurs sous alors qu'ils devraient faire

tout ce qui en leur pouvoir afin de résoudre un problème qu'ils ont aidé à créer".

Les Etats-Unis, précise M. Kidd, éliminent progressivement les mines terrestres "persistantes" et "indécélables" de leurs inventaires, et c'est le seul pays à avoir pris de tels engagements.

Si les Etats-unis n'ont pas signé la Convention d'Ottawa (Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction), souligne-t-il, et s'ils n'ont pas participé à la Conférence d'examen de la conférence d'Ottawa, qui s'est tenue du 29 novembre au 3 décembre à Nairobi (Kenya), c'est parce qu'ils ont plusieurs bonnes raisons.

D'abord et avant tout, les Etats-Unis ont l'obligation de protéger leurs forces armées lorsqu'elles exécutent les engagements de leur pays en matière de défense internationale. La Convention d'Ottawa, déclare M. Kidd, interdit aux forces américaines d'employer les munitions dont elles ont besoin pour mener à bien leur tâche.

Par ailleurs, la Convention d'Ottawa interdit les mines antipersonnel, mais elle autorise les mines antichar, qui sont tout aussi destructrices. La politique des Etats-Unis, explique M. Kidd, englobe tous les types de mines terrestres persistantes et indécélables. "Nous exerçons des pressions pour que des restrictions soient imposées à l'usage de telles mines à l'échelle mondiale dans le cadre de deux conventions internationales séparées", souligne-t-il.

Selon le Post-Gazette, les Etats-Unis n'ont pas assisté à la conférence de Nairobi à cause de son coût.

Mais, fait remarquer M. Kidd, les organisateurs de la conférence comptaient que les Etats-Unis, qui ne sont pas partie à la Convention d'Ottawa, paieraient 22 % des coûts de la conférence, soit plus de 100.000 dollars.

"Nous pensons qu'il vaut mieux consacrer cet argent au déminage et à sauver des vies", fait valoir M. Kidd.

A l'occasion d'une conférence organisée le 16 novembre à Arlington (Virginie), un autre haut responsable du département d'Etat, M. Harry McCloy, avait fait remarquer que peu d'Américains, et encore moins de personnes à l'étranger, savaient que les Etats-Unis étaient à la tête du programme intergouvernemental "le plus ancien, et de loin le plus important, en appui au déminage,

à l'apport d'informations concernant les risques liés aux mines, à l'aide aux personnes blessées par des mines, aux projets de recherche et de développement visant à trouver de meilleurs moyens de déminer pour des raisons humanitaires".

Dans le courant de 2005, a indiqué M. McCloy, l'investissement des Etats-Unis dans le déminage pour raisons humanitaires atteindra un milliard de dollars.

LE MONDE NE DOIT PAS PERDRE DE VUE LA SITUATION AU DARFOUR

Les représentants de quatre organismes de défense des droits de l'homme évoquent la crise au Soudan.

Par Charles W. Corey
Rédacteur du "Washington File"

Washington - Quatre organisations internationales de défense des droits de l'homme ont choisi le 10 décembre, Journée des droits de l'homme, pour exhorter le monde à ne pas perdre de vue la crise humanitaire qui sévit actuellement dans la région du Darfour, au Soudan, une situation que le gouvernement Bush avait qualifiée de génocide il y a déjà plus de trois mois.

Leurs représentants, M. Adotei Akwei, haut responsable pour les Etats-Unis de l'organisation "Amnesty International", M. Omer Ismail, l'un des fondateurs de "Darfur Peace and Development Organization", M. John Prendergast, conseiller spécial attaché à l'organisme "International Crisis Group" et M. Salih Booker, directeur exécutif de l'organisme "Africa Action", ont condamné les atrocités commises au Darfour et l'impuissance de la communauté internationale à prendre des mesures vigoureuses appropriées pour corriger la situation.

Pour M. Akwei, qui a pris la parole lors d'une conférence de presse organisée au Club national de la presse à Washington, "la communauté internationale est toujours incapable de prendre des mesures vigoureuses pour sauver des vies et mettre fin à la crise au Darfour".

Et d'ajouter : "En être où nous en sommes, deux ans après la survenue de la crise, après deux millions de personnes déplacées et des milliers de morts, constitue un

réquisitoire accablant contre nous tous. Lorsqu'on pense qu'il y a dix ans un génocide se produisait au Rwanda, lorsqu'on pense au nombre de discussions, d'expressions de remord et de promesses de "plus jamais", notre échec, lorsqu'il s'agit d'empêcher le gouvernement soudanais, ses milices et l'opposition armée de détruire la vie des gens du Darfour, est encore plus scandaleux. "

Affirmant que le Darfour était en proie à une épidémie de violence ciblant particulièrement les femmes, M. Akwei a fait valoir : " Cette violence est délibérée, systématique et constitue un crime de guerre. " Il a précisé qu'Amesty International USA avait lancé une campagne sur plusieurs années afin de mettre fin aux atteintes commises contre les femmes aux quatre coins du monde, et en particulier au Darfour.

De l'avis de M. Omer Ismail, la crise au Darfour est encore aujourd'hui la pire crise humanitaire que connaît le monde, en dépit de tout ce qu'a fait la communauté internationale. En réalité, a-t-il déclaré, la situation s'est nettement détériorée par rapport à il y a quelques mois, les Etats-Unis l'ayant alors apparentée à un génocide.

Appuyant cette évaluation de la situation, M. Prendergast a qualifié de " honteuse " la réponse de la communauté internationale depuis trois mois, faisant valoir que si cette dernière œuvrait en faveur de la protection des civils et cherchait à faire répondre de leurs actions ceux qui ont commis des crimes au Darfour, la situation dans la région s'améliorerait rapidement et les chances qu'une paix générale s'instaure au Soudan s'amélioreraient.

Depuis vingt mois que dure le génocide au Darfour, a-t-il fait remarquer, " aucune action punitive n'a été prise contre la partie qui orchestre ces vagues d'attaques, à savoir le gouvernement du Soudan ".

Selon M. Prendergast, le Conseil de sécurité est " structurellement incapable " de répondre à des situations impliquant des atrocités sur une grande échelle, le Darfour étant un bon exemple. Il impute cet état de chose à quatre pays - l'Algérie, le Pakistan, la Chine et la Russie. Les actions de ces pays, a-t-il dit, sont motivées par leurs investissements pétroliers au Soudan, leur souhait de maintenir les profits qu'ils tirent de la vente d'armes à ce pays, et leur principe de souveraineté et de non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays.

Il s'ensuit que la communauté internationale n'a d'autre recours pour faire pression que des résolutions concernant le Darfour qui ont très peu d'effet.

Si, à son sens, le gouvernement Bush " s'intéresse certainement à ce qui se passe au Darfour ", il a adopté la mauvaise politique, une politique qui repose sur les encouragements plutôt que sur la punition. L'action des Etats-Unis est aussi entravée par le fait que ce pays tient à ménager son " capital diplomatique " pour s'en servir lorsque la question de l'Irak est mise sur le tapis.

Pour changer le cours des événements, a-t-il indiqué, il faut que les Etats-Unis et la communauté internationale concentrent leurs efforts sur la responsabilisation. " Il faut qu'un message soit envoyé au gouvernement de Khartoum selon lequel les jours d'impunité dont il a bénéficié jusqu'à maintenant sont révolus. Il faut aussi que ce message soit envoyé aux rebelles ", a-t-il déclaré.

M. Booker a aussi regretté l'inaction de la communauté internationale, s'agissant d'obliger le gouvernement soudanais à assumer la responsabilité de ses actions. Il prévoit qu'en plus des 2 millions d'habitants du Darfour qui se trouvent déplacés, la situation aura fait 400.000 victimes d'ici la fin de 2004, soit environ la moitié du bilan enregistré par le génocide au Rwanda.

C'est pour cette raison, a-t-il précisé, que l'organisation " Africa Action " exhorte les Etats-Unis à faire tout ce qu'ils peuvent pour obtenir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité qui autoriserait l'intervention d'une force multinationale afin de faire cesser le génocide au Darfour.

Une telle mesure, a-t-il indiqué, comprendrait un élargissement de la force de maintien de la paix de l'Union africaine déjà déployée et viserait à appuyer cette force par des soldats d'autres pays membres de l'ONU. Par ailleurs, la résolution ferait strictement respecter une zone d'interdiction de survol aérien au-dessus du Darfour et imposerait un embargo immédiat sur la vente d'armes au gouvernement du Soudan.

L'AIDE DES ETATS-UNIS AU DÉVELOPPEMENT

Les Etats-Unis sont le premier pourvoyeur d'aide publique et d'aide du secteur privé

On trouvera ci-après une fiche analytique du département d'Etat sur l'aide des Etats-Unis au développement. Toutes les statistiques proviennent, sauf indication contraire, de sources gouvernementales américaines.

Département d'Etat des Etats-Unis
Programmes d'information internationale
Le 7 décembre 2004

Fiche analytique : l'aide des Etats-Unis au développement

“Nous luttons contre la pauvreté parce que l'espoir est une solution face au terrorisme. Nous luttons contre la pauvreté parce que l'égalité des chances est un droit fondamental relevant de la dignité humaine. Nous luttons contre la pauvreté parce que la foi le veut et que la conscience l'exige. Et nous luttons contre la pauvreté en étant de plus en plus convaincus que d'importants progrès sont à notre portée.”

Président George W. Bush

L'aide alimentaire

Les Etats-Unis jouent depuis longtemps un rôle de premier plan dans la lutte contre la faim et la pauvreté.

Les Etats-Unis sont le plus grand pourvoyeur mondial d'aide alimentaire (2,4 milliards de dollars en 2003) et le pays qui verse la plus grande contribution au Programme alimentaire mondial (1,4 milliard de dollars en 2003).

En 2002, les Etats-Unis ont versé 64,9 % de l'ensemble de l'aide alimentaire mondiale, d'après le ministère de l'agriculture. Pour plus de détails en anglais, veuillez consulter :

<http://www.ers.usda.gov/AmberWaves/September04/Features/usfoodaid.htm>

Les Etats-Unis s'emploient à promouvoir activement des programmes de développement agricole dans le monde entier, ayant fourni à cette fin près de 500 millions de dollars d'assistance en 2003. Ce sont peut-être les nouvelles technologies, assorties d'incitations commerciales adéquates, qui permettront d'augmenter la productivité agricole et de mettre un terme à la faim.

L'aide au développement économique et la Société du millénaire

En 2002, le président Bush a proposé un nouveau pacte de développement, qui amènera les pays riches aussi bien que les pays pauvres à justifier davantage de leur action, en subordonnant des contributions plus élevées de la part des pays industriels à une plus grande responsabilité des pays en développement. Ce nouveau pacte part du principe que l'aide au développement économique ne peut donner des résultats qu'à condition d'être accompagnée d'une politique judicieuse dans les pays en développement

Dans le cadre de cet engagement, la Société du millénaire (MCC) a pour objectif d'allouer une part importante de l'aide publique au développement (APD) au soutien de politiques nationales propices à la croissance et au développement durable. Le Congrès des Etats-Unis a affecté à la Société du millénaire des crédits de près de 1 milliard de dollars pour l'année budgétaire 2004 et de 1,5 milliard pour 2005.

La MCC alloue les ressources en fonction de critères quantitatifs permettant d'évaluer dans quelle mesure les gouvernements des pays en développement donnent suite à l'engagement qu'ils ont pris de gouverner avec justice, d'investir dans le domaine social et de favoriser la liberté dans le domaine économique.

En dollars courants, les Etats-Unis sont actuellement le premier pourvoyeur mondial d'APD, ayant fourni 15,8 milliards de dollars d'APD en 2003, soit 23 % du total mondial qui s'élève à 68,5 milliards de dollars. L'APD des Etats-Unis a augmenté de 16,9 % en valeur réelle en 2003, pendant que l'APD de l'Union européenne augmentait de 2,2 % en valeur réelle. (Source : Organisation pour la coopération et le développement économiques)

Et surtout, les Etats-Unis sont à l'avant-garde des efforts internationaux visant à faire régner dans les pays en développement gouvernance, transparence, esprit d'entreprise et autres politiques économiques adéquates, de façon à ce qu'ils puissent libérer des capitaux pour l'instant inutilisés et créer des conditions favorables à une croissance durable.

L'aide au développement du secteur privé des Etats-Unis

Toutefois, l'aide publique au développement ne constitue qu'un aspect de la question. Comme l'indique le rapport des Nations Unies publié en 2004 et intitulé “Libérer

l'entrepreneuriat : mettre le monde des affaires au service des pauvres", l'aide publique au développement paraît minuscule à côté des ressources du secteur privé national.

Les Etats-Unis sont le premier importateur de biens provenant des pays en développement. Leurs importations ont atteint 680 milliards de dollars en 2003, soit dix fois plus que l'ensemble de l'APD accordée aux pays en développement par tous les donateurs.

Les Etats-Unis constituent la première source de capitaux privés en direction des pays en développement ; ces capitaux se sont élevés en moyenne à 36 milliards de dollars par an entre 1997 et 2000.

Et les Etats-Unis sont au premier rang mondial pour les dons caritatifs aux pays en développement : 4 milliards de dollars en 2000.

Les transferts de fonds

Bien qu'on ne puisse qu'estimer les transferts de fonds effectués par des travailleurs en direction des pays en développement, les spécialistes pensent que la valeur totale de ces envois de fonds est nettement supérieure à l'aide publique au développement et que ces fonds revêtent parfois une plus grande importance pour les pays en développement. Selon les estimations de la Banque mondiale, sur un total mondial de 111 milliards de dollars de transferts de fonds en 2001, 65 % - soit 72,3 milliards de dollars - ont été effectués en direction des pays en développement. La Banque interaméricaine de développement estime que 75 % des transferts de fonds en direction de l'Amérique latine et des Caraïbes proviennent des Etats-Unis.

L'aide des Etats-Unis aux sinistrés

L'Office de l'aide aux sinistrés à l'étranger (OFDA), qui fait partie de l'Agence pour le développement international (USAID) du département d'Etat des Etats-Unis, aide des pays du monde entier à se relever de catastrophes. En novembre 2004, l'OFDA, qui dispose pour l'année d'un budget de plus de 300 millions de dollars, avait répondu à 69 déclarations de catastrophe dans 58 pays. L'OFDA a apporté une aide par l'intermédiaire de partenaires sur le terrain et/ou en déployant des équipes en Afrique, en Asie, aux Caraïbes et en Amérique latine. Il a notamment fourni une aide en Iran et au Maroc à la suite des tremblements de terre, en Afrique du Nord et de l'Ouest à la suite de l'invasion de criquets et dans des

pays comme l'Angola et l'Erythrée, à la suite de sécheresses et de pénuries alimentaires.

Le plan d'urgence en matière de lutte contre le sida

Ce plan, dont le budget doit atteindre 15 milliards de dollars et qui vise à combattre le sida dans plus de 100 pays, met l'accent sur 15 pays d'Afrique, des Caraïbes et d'Asie. Il a pour objet de fournir des traitements anti-rétroviraux à 2 millions de personnes séropositives, de prévenir 7 millions de nouveaux cas de séropositivité et de fournir soins et soutien à 10 millions de personnes séropositives ou touchées par le sida, dont les orphelins et les enfants vulnérables.

Les Etats-Unis sont le premier donateur en ce qui concerne la lutte contre le sida ; ils consacrent à la prévention de cette maladie et aux programmes visant à en atténuer les effets des sommes deux fois plus élevées que tous les autres donateurs combinés.

Les autres initiatives de développement international

Il existe de nombreuses autres initiatives américaines de développement international. Pendant le seul mois de mars 2003, le président Bush a présenté 19 initiatives de ce type. Ces initiatives présidentielles partiellement ou totalement mises en oeuvre par l'Agence américaine pour le développement international (USAID) affectent des fonds à des programmes essentiels menés dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'environnement, de l'infrastructure et du commerce dans 143 pays en développement. En voici quelques exemples :

- L'Initiative d'amélioration de l'hygiène et de l'assainissement

L'USAID a annoncé en avril 2004 qu'elle prévoyait d'investir 70 millions de dollars pendant une période de neuf ans dans des programmes sanitaires ciblés, visant à prévenir les maladies diarrhéiques, l'une des principales causes de mortalité des populations vulnérables, qui tue tous les ans environ 2 millions d'enfants de moins de 5 ans.

- L'Initiative de construction d'une route en Afghanistan

Les Etats-Unis ont achevé de construire en décembre 2003 une section de 389 kilomètres de la route qui relie Kaboul à Kandahar. Plus de 35 % des 20,6 millions d'habitants de l'Afghanistan, qui vivent près de cette sec

tion de la route et qui l'utilisent à des fins économiques, verront ainsi leur temps de déplacement réduit de moitié.

- L'Initiative en faveur de l'éducation en Afrique

Jusqu'à 25.000 enseignants ont été formés à ce jour dans le cadre de cette initiative, et des candidats à des bourses originaires de plus de 30 pays d'Afrique subsaharienne ont été recensés.

- L'Initiative visant à supprimer la faim en Afrique

Des milliers de collectivités ont bénéficié de plus de 30 nouvelles techniques agricoles fondées sur les efforts de l'USAID. Parmi ces techniques figurent entre autres : de nouvelles techniques d'apports d'engrais, qui aident 10.000 ménages ; l'hybridation de plantes avec la distribution de plus de 64.000 plantes à 4.000 agriculteurs ; des plantes résistantes destinées à 250.000 ménages dans 9 pays. Neuf nouveaux programmes de biotechnologie ont également été mis en oeuvre.

- L'Initiative en faveur de l'énergie non polluante

Dans le cadre de cette initiative, l'électrification de villages dans des régions sous-développées de l'Inde a permis d'accroître le nombre d'heures pendant lesquelles les habitants peuvent travailler. Elle a aussi permis d'envoyer des enfants à l'école et de réduire d'environ 50 % la facture moyenne mensuelle d'électricité des ménages. Dans le cadre du Partenariat énergétique mondial des villages, de meilleures sources d'énergie ont permis d'améliorer les services économiques et sociaux dont bénéficient plus de 5 millions de personnes.

- L'Initiative en faveur de la liberté numérique

Depuis son lancement en mars 2003, cette initiative a permis de mener au Sénégal des efforts novateurs visant à développer les technologies de l'information et de la communication dans les micro-entreprises et petites et moyennes entreprises. Elle s'emploie également à représenter le secteur des technologies de l'information auprès des pouvoirs publics et des élus locaux afin de faire progresser les réformes des télécommunications au Sénégal. Des activités menées dans le cadre de ce programme débiteront au Pérou et en Indonésie cette année.

- De l'eau pour les pauvres

Cette initiative a contribué à améliorer l'accès de 19 millions de personnes à une alimentation en eau potable

et désinfectée. En Cisjordanie, des puits et des canalisations ont permis de presque doubler les quantités d'eau accessibles à 400.000 habitants. En Erythrée, l'USAID a financé des systèmes d'alimentation d'urgence en eau et la création d'un système de gestion durable qui aident 35.000 personnes touchées par des sécheresses à répétition.

Pour de plus amples renseignements en anglais sur les initiatives présidentielles, veuillez consulter : http://www.usaid.gov/about_usaid/presidential_initiative

FORUM POUR L'AVENIR : LE MOYEN-ORIENT ÉLARGI ET LES PAYS DU G8 FORGENT UN PARTENARIAT

Les Etats-Unis s'engagent à appuyer la réforme au plan démocratique

Par David Shelby

Rédacteur du "Washington File"

Rabat (Maroc) - Le 10 décembre, de hauts responsables de gouvernements du Moyen-Orient élargi, d'Afrique du Nord et du G8 se réunissaient à Rabat (Maroc) afin d'évoquer des initiatives visant à encourager une plus grande participation politique et un développement économique plus solide dans les pays de la région.

"Nous considérons ce Forum comme un partenariat, un partenariat qui reposerait sur le respect, sur des intérêts partagés", a expliqué aux journalistes M. Alan Larson, le sous-secrétaire d'Etat aux affaires économiques, commerciales et agricoles, à propos du Forum pour l'avenir.

Selon lui, ce qui différencie ce forum des autres initiatives régionales, c'est le nombre des participants. "Il comprend des pays allant du Maroc au Pakistan. Il comprend non seulement l'Union européenne, mais aussi la Russie, le Canada, le Japon et les Etats-Unis", a-t-il précisé, ajoutant que les nombreuses voix qui participent au dialogue accroît la valeur de celui-ci et en fait une initiative qui complète celles déjà mises en oeuvre au lieu de les diminuer.

Le directeur des affaires bilatérales du Maroc, M. Youssef Amrani, a lui aussi souligné l'importance des contributions faites par les pays de la région à ce dialogue, précisant qu'en arrivant au Forum, plusieurs pays du Moyen-Orient élargi et d'Afrique du Nord étaient

porteurs de propositions de projets conçus pour appuyer l'investissement, le développement du commerce, l'alphabétisation et la réforme démocratique.

Si les pays du G8 (Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Royaume-Uni, Etats-Unis et Russie) ont joué un rôle crucial en vue de la création du Forum pour l'avenir, a indiqué le ministre américain des finances, M. John Snow, ce rôle a été strictement de soutien.

Le Forum, a souligné M. Larson, n'a pas été conçu pour permettre au pays du G8 d'imposer des initiatives aux pays de la région. Et si les initiatives portant sur la réforme sont un élément central du Forum, il n'est pas question pour un pays quelconque de dire à un autre pays comment procéder pour mettre en place cette réforme.

“Nous n'ignorons pas que la tâche qui consiste à élaborer des institutions démocratiques solides n'est jamais terminée. Elle n'est pas encore terminée ou parfaite dans notre pays, ou ailleurs. Nous estimons que nous avons un intérêt commun avec les pays de cette région lorsqu'il s'agit de partager des expériences et des informations qui peuvent nous aider à renforcer nos institutions démocratiques, à renforcer toutes les institutions qui facilitent l'ouverture des sociétés et donnent aux peuples une voix dans la prise de décisions”, a-t-il ajouté.

Rappelant que les appels à une plus grande participation politique venus du Moyen-Orient élargi et d'Afrique du Nord avaient été nombreux, il a fait valoir que les Etats-Unis étaient prêts à appuyer les pays qui choisissent la voie de la réforme.

IL FAUT RELANCER LA CAMPAGNE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT

Les gouvernements doivent vigoureusement faire respecter les lois en vigueur.

Par Berta Gomez
Rédactrice du “Washington File”

Washington - Les gouvernements qui participent à la campagne contre le blanchiment de l'argent devraient intensifier leur coopération lorsqu'il s'agit de poursuivre ceux qui en sont coupables, de lutter contre la fraude fiscale, de recueillir des informations et d'apporter une

assistance technique et financière aux pays pauvres qui n'ont pas les outils pour lutter contre le crime financier, ont fait valoir deux éminents économistes et auteurs américains, MM. Peter Reuter et Edwin Truman.

Lors de propos tenus le 14 décembre à l'Institut d'économie internationale (Institute for International Economics, IIE), à Washington, les auteurs ont fait le point des conclusions auxquelles ils sont parvenus après trois années de recherches en vue de la rédaction de leur nouveau livre intitulé “Chasing Dirty Money : The Fight Against Money Laundering” (A la poursuite de l'argent sale : la lutte contre le blanchiment de l'argent).

Selon eux, les mesures mises en place à l'échelle internationale pour lutter contre le blanchiment de l'argent semblent avoir protégé l'intégrité du système financier des Etats-Unis ainsi que les autres systèmes essentiels, mais elles n'ont eu que peu d'impact sur le blanchiment de l'argent et sur les délits qui y sont liés, tels que le trafic de stupéfiants, le financement du terrorisme et le détournement de fonds.

M. Truman, ancien haut responsable du ministère américain des finances aujourd'hui chargé de recherche à l'IIE, a indiqué que l'efficacité de la campagne mondiale contre le blanchiment d'argent n'a pas été mise en évidence malgré la multiplication, à travers le monde, de règles strictes visant à juguler le problème.

Le manque de données en ce qui concerne les transactions financières impliquant le recyclage de l'argent “sale”, qui sont, de par leur nature, secrètes, est problématique, ont fait remarquer les spécialistes, et les données indirectes, telles que le nombre d'arrestations et de poursuites judiciaires pour des délits liés au blanchiment d'argent, semblent indiquer que la plupart de ces délits restent impunis.

M. Reuter, professeur à l'université du Maryland, a fait remarquer que les Etats-Unis montrent la voie pour ce qui est des poursuites judiciaires engagées contre les coupables mais que celles-ci ne se chiffrent qu'à 2.000 par an et conduisent à moins de 1.500 inculpations. Etant donné que la plupart des spécialistes s'accordent à penser que des centaines de milliards de dollars sont blanchis chaque année, MM. Reuter et Truman en ont conclu que le risque d'inculpation pour le délit de blanchiment d'argent se chiffre à moins de 5 %.

Afin d'améliorer les mécanismes mondiaux visant la lutte contre le blanchiment de fonds, les auteurs recom-

mandent l'élaboration d'un ordre du jour en matière de recherche sur le sujet qui viserait notamment la création d'une banque de données internationales sur les délits dans ce domaine. Ils prônent également une analyse systématique des rapports provenant d'institutions financières faisant état d'activités suspectes.

Ils suggèrent par ailleurs que les Etats-Unis, étant donné le rôle qu'ils jouent dans la finance internationale, demandent à la Banque mondiale et au Fonds monétaire international d'évaluer comment ils se plient aux normes internationales en matière de lutte contre le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme.

Il serait aussi judicieux, à leur avis, que les gouvernements oeuvrent de concert afin de garantir que les délits de blanchiment de fonds liés à d'importants crimes pourront être poursuivis en justice dans toutes les juridictions et qu'ils promulguent des lois faisant de la fraude fiscale sur leur territoire un délit qui pourra être poursuivi aux Etats-Unis ainsi que dans d'autres pays.

“C'est un problème international et une solution ne peut être trouvée que si tous les pays participent à sa recherche”, a souligné M. Reuter.

LES FÊTES DE L'ISLAM DE PLUS EN PLUS RECONNUES AUX ETATS-UNIS

Les pouvoirs publics, les entreprises, les écoles sont désormais plus enclins à accepter les pratiques religieuses des musulmans.

Washington - Récemment, le conseil du comté de Howard, une banlieue de Washington et de Baltimore dans le Maryland, a fait la une des journaux locaux lorsqu'il a adopté un arrêté interdisant la programmation d'auditions publiques qui coïncideraient avec les deux principales fêtes de l'islam.

Selon le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), si la mesure prise par les élus de ce comté est inhabituelle, elle traduit une tendance à la reconnaissance officielle de plus en plus fréquente des fêtes de l'islam aux Etats-Unis.

A ce propos, le coordonnateur des communications du CAIR à Washington, M. Rabiah Ahmed, a déclaré que

“de plus en plus de musulmans cherchaient à intégrer leurs communautés au sein de la société américaine, à faire en sorte que leurs fêtes religieuses soient reconnues et à obtenir la possibilité qu'elles soient respectées sur le lieu de travail et à l'école”.

Depuis plusieurs années, les écoles publiques et les universités publiques du Michigan et du New Jersey qui comptent une importante population musulmane ont décidé que l'Aïd el-Fitr, fête qui marque la fin du ramadan, et l'Aïd el-Adha (ou Aïd el-Kébir, fête du mouton), célébrée en souvenir du sacrifice de son fils demandé par Dieu à Abraham, étaient des jours fériés.

Les écoles publiques de Dearborn (Michigan) et certaines universités, notamment l'université de Syracuse (New York), offrent dans leurs cafétarias des repas halal, c'est-à-dire préparés selon les normes de l'islam. L'Aïd-el-Fitr est aussi un jour férié pour les étudiants et le personnel de l'université de Syracuse.

Chaque année, la Maison-Blanche, le département d'Etat et le ministère de la défense organisent des iftars, ces dîners qui rompent le jeûne du ramadan. Un iftar organisé cette année par le CAIR avait obtenu le parrainage d'une dizaine de parlementaires et accueilli plusieurs centaines de convives, notamment des diplomates, des parlementaires et de hauts responsables du gouvernement. Cette année, en Californie, cinq élus locaux ont coparrainé le premier iftar dans le Capitole de l'Etat à Sacramento, et il est prévu d'en organiser un autre chaque année.

Le comté de Howard a adopté l'arrêté interdisant la programmation d'une importante réunion publique coïncidant avec les deux plus importantes fêtes de l'islam parce qu'une audition avait involontairement été prévue le jour de Rosh Hashanah, le nouvel an juif. M. Ken Ulman, membre juif du conseil du comté, a parrainé un texte visant à officiellement interdire la programmation d'auditions le jour du nouvel an juif et le jour de Yom Kippur, un autre jour sacré pour les Juifs.

“Alors que je me penchais sur le libellé de ce projet d'arrêté, il m'est venu à l'idée qu'il serait bon de tendre la main à la communauté musulmane du comté de Howard, et j'ai demandé si un ou deux jours étaient si saints que les musulmans ne seraient pas en mesure de participer à des auditions publiques prévues ces jours-là. Etant donné les réponses que j'ai reçues, il m'a semblé judicieux d'inclure les jours de l'Aïd el-Fitr et de l'Aïd el-Adha au projet d'arrêté”, a-t-il expliqué. A la suite

de la promulgation de cet arrêté, il a reçu plus d'une centaine de courriels du monde entier rendant hommage à son action et l'assimilant à un signe de respect et de tolérance.

Selon Mme Celena Khatib, directrice du bureau du CAIR dans le Michigan, tant les musulmans que les non-musulmans cherchent depuis quelques années à mieux se comprendre.

“J'ai constaté, a-t-elle dit, que davantage de gens voulaient suivre une formation sur la façon de se comporter avec les membres d'autres religions. Les gens veulent souvent entendre un conférencier spécialiste de l'islam. Je reçois maints appels de la part de responsables de services du personnel qui veulent avoir plus d'informations sur la façon de satisfaire les besoins de leurs salariés à cet égard (...) Je pense que la communauté musulmane a compris qu'après les attentats du 11 septembre 2001, il lui fallait être davantage ouverte aux autres pour que ces derniers la comprennent et elle joue maintenant un rôle plus actif.”

Pour sa part, M. Ulman a rendu hommage à la communauté musulmane du comté de Howard pour avoir reconnu l'importance de se faire connaître des élus locaux. “Si je n'avais pas connu des responsables musulmans, je n'aurais peut-être rien fait pour appuyer leur cause ou n'aurais pas su qui contacter”, a-t-il dit.

Et de conclure : “Notre pays a été fondé sur la force de sa diversité, bien qu'il nous ait fallu longtemps pour considérer la diversité de certains groupes comme une force. Ce qu'il faut, c'est informer, explorer nos différences et faire tomber les barrières.”